

1. Record Nr.	UNINA9910716456203321
Titolo	To prevent discrimination against farmers' cooperative associations, etc. January 22, 1927. -- Referred to the House Calendar and ordered to be printed
Pubbl/distr/stampa	[Washington, D.C.] : , : [U.S. Government Printing Office], , 1927
Descrizione fisica	1 online resource (5 pages)
Collana	House report / 69th Congress, 2nd session. House ; ; no. 1838 [United States congressional serial set] ; ; [serial no. 8688]
Altri autori (Persone)	HaugenGilbert Nelson <1859-1933> (Republican (IA))
Soggetti	Cooperative societies Grain trade Interstate commerce Trade associations Legislative materials.
Lingua di pubblicazione	Inglese
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia
Note generali	Batch processed record: Metadata reviewed, not verified. Some fields updated by batch processes. FDLP item number not assigned.

2. Record Nr.	UNINA9910495689603321
Autore	Menenteau Sandra
Titolo	L'autopsie judiciaire : Histoire d'une pratique ordinaire au XIXe siècle / Sandra Menenteau
Pubbl/distr/stampa	Rennes, : Presses universitaires de Rennes, 2019
ISBN	2-7535-6939-8
Descrizione fisica	1 online resource (366 p.)
Altri autori (Persone)	ChauvaudFrédéric SapanetDr Michel
Soggetti	History autopsie corps histoire du corps histoire de la justice XIXe siècle
Lingua di pubblicazione	Francese
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia
Sommario/riassunto	<p>Au XIXe siècle, la médecine légale se constitue comme une science à part entière ayant enfin les honneurs de l'enseignement universitaire. Elle bénéficie en outre de la lumière que quelques affaires criminelles médiatiques braquent sur certaines de ses figures de proue. Cependant, il existe également une médecine légale de l'ombre, exercée par des médecins experts « ordinaires ». Le présent ouvrage, fruit d'un travail de thèse remanié et condensé, s'attache à apporter un éclairage sur la pratique ordinaire de l'expertise judiciaire, à travers l'un de ses actes phares, l'autopsie. Requis par des représentants de la justice qui ont tout loisir de faire appel à n'importe quel professionnel de l'art de guérir, les experts médicaux, parfois peu au fait des savoirs et protocoles opératoires propres à l'exercice cadavérique médico-légal, doivent satisfaire les attentes et les interrogations judiciaires sur les causes du décès. Pour ce faire, ils doivent réaliser leur examen dans des conditions matérielles plus ou moins conformes aux critères établis par la littérature spécialisée. Situation qui exige que les médecins</p>

fassent souvent preuve d'une capacité d'adaptation et d'improvisation. Rarement fuie par des médecins qui la considèrent comme une autre facette de leur mission de secours envers la communauté, l'expertise cadavérique n'est pourtant pas dénuée de conséquences néfastes pour son praticien, au plan professionnel, économique, sanitaire ou émotionnel. Au sein des activités cadavériques, l'autopsie médico-légale jouit d'un statut particulier conféré par le contexte judiciaire dans lequel elle se déroule. Réglementations, interdits et réticences populaires qui rythment, limitent et s'opposent aux dissections, embaumements et autres examens anatomopathologiques, sont levés face à l'expertise cadavérique. Source de libertés dans sa pratique, le cadre judiciaire de l'examen post mortem est, à l'inverse, à l'origine de contraintes rédactionnelles dans le processus de...
